

Betreff: Fwd: Demande de constitution de commission d'enquête

Von: Rémy Malgouyres <remy@malgouyres.org>

Datum: 17/09/2020 à 15:23

An: Verborgene_Empfaenger: ;

Blindkopie (BCC): Stephanie.Atger@assemblee-nationale.fr, stephanie.do@assemblee-nationale.fr, stephanie.kerbarh@assemblee-nationale.fr, stephanie.rist@assemblee-nationale.fr, Sylvain.Brial@assemblee-nationale.fr, sylvain.maillard@assemblee-nationale.fr, sylvain.templier@assemblee-nationale.fr, sylvain.waserman@assemblee-nationale.fr, sylvia.pinel@assemblee-nationale.fr, sylvie.bouchetbellecourt@assemblee-nationale.fr, sylvie.charriere@assemblee-nationale.fr, sylvie.charriere@en-marche.fr, sylvie.tolmont@assemblee-nationale.fr, thibault.bazin@assemblee-nationale.fr, thierry.benoit@assemblee-nationale.fr, thierry.michels@assemblee-nationale.fr, thierry.michels@thierrymichels.fr, thierry.solere@assemblee-nationale.fr, thierry.solere@gmail.com, thomas.gassilloud@assemblee-nationale.fr, thomas.mesnier@assemblee-nationale.fr, thomas.rudigoz@assemblee-nationale.fr, trudigoz2017@gmail.com, typhanie.degois@assemblee-nationale.fr, valeria.fauremuntian@assemblee-nationale.fr, valerie.bazin-malgras@assemblee-nationale.fr, valerie.beauvais@assemblee-nationale.fr, valerie.boyer@assemblee-nationale.fr, valerie.gomez-bassac@assemblee-nationale.fr, valerie.gomez-bassac@en-marche.fr, valerie.oppelt@assemblee-nationale.fr, valerie.petit@assemblee-nationale.fr, valerie.rabault@assemblee-nationale.fr, valerie.six@assemblee-nationale.fr, valerie.thomas@assemblee-nationale.fr, velouwagie@gmail.com, veronique.hammerer@assemblee-nationale.fr, veronique.louwagie@assemblee-nationale.fr, veronique.riotton@assemblee-nationale.fr, vignalpatrick@gmail.com, vincent.bru@assemblee-nationale.fr, vincent.descoeur@assemblee-nationale.fr, vincent.ledoux@assemblee-nationale.fr, vincent.ledoux@roncq.fr, vincent.rolland@assemblee-nationale.fr, vincent-rolland@wanadoo.fr, vincent.thiebaut@assemblee-nationale.fr, virginie.duby-muller@assemblee-nationale.fr, xavier.batut@assemblee-nationale.fr, xavier.breton@assemblee-nationale.fr, xavier.paluszkiwicz@assemblee-nationale.fr, xavier.roseren@assemblee-nationale.fr, yael.braun-pivet@assemblee-nationale.fr, yannick.favennec@assemblee-nationale.fr, yannick.haury@assemblee-nationale.fr, yannick.kerlogot@assemblee-nationale.fr, yolaine.decourson@assemblee-nationale.fr, yves.blein@assemblee-nationale.fr, yves.daniel@assemblee-nationale.fr, zivka.park@assemblee-nationale.fr, zivka.park@en-marche.fr

Bonjour,

Copie pour information.

Bien Cordialement,

Rémy Malgouyres

----- Weitergeleitete Nachricht -----

Betreff: Demande de constitution de commission d'enquête

Datum: Thu, 17 Sep 2020 11:44:08 +0200

Von: Rémy Malgouyres <remy@malgouyres.org>

An: b.retailleau@senat.fr, c.malhuret@senat.fr, p.kanner@senat.fr, senateur-requier@orange.fr, p.adnot@senat.fr, e.assassi@senat.fr, h.marseille@senat.fr, f.patriat@senat.fr, damien.abad@assemblee-nationale.fr,

patrick.mignola@assemblee-nationale.fr, valerie.rabault@assemblee-nationale.fr, jean-christophe.lagarde@assemblee-nationale.fr, jean-luc.melenchon@assemblee-nationale.fr, olivier.becht@assemblee-nationale.fr, bureau-m-orphelin@assemblee-nationale.fr, andre.chassaigne@assemblee-nationale.fr, bertrand.pancher@assemblee-nationale.fr

Madame Monsieur le Président de Groupe Parlementaire,

Je me permets de m'adresser plus particulièrement à vous pour insister sur cette requête et de préciser les différentes missions du parlement dans cette affaire, et qui on pu prêter à discussion ou contestation.

1. Nous n'avons pas à considérer des informations transmises par des sources non officielles sur internet.

Réponse :

J'ai transmis les informations via mon site internet, et je vous indiqué l'adresse du sommaire :

<https://malgouyres.org/my-problems-general-summary-fr>

Les données brutes (documents, correspondances avec les différents acteurs, déposition pour dépôts de plaintes, etc.), qui sont référencée par des liens dans les explications circonstanciées et détaillées accessibles à partir du sommaire, sont accessibles dans le dossier suivant :

<https://malgouyres.org/my-problems/>

Pour des raison pratiques, notamment le volume de documents, je n'ai pas pu transmettre à qui de droit une version papier de ces derniers, et j'ai pensé plus pratique et ergonomique de féire un site internet avec des hyperliens, et éventuellement des vidéos, illustrations, ou fichiers audio.

Les services techniques compétents de votre environnement vous confirmeront que :

- Le protocole HTTPS a pour fonction d'authentifier la source de l'information (je suis propriétaire du nom de domaine et du contrat d'hébergement), ainsi que l'intégrité des données du point de vue de la sécurité informatique.
- Le site ne connecte aucune information personnelle de nature à mettre en oeuvre des technique de tracking. Il n'utilise ni cookies, ni javascript, (ce qui explique qu'il ne demande aucune confirmation de l'utilisateur concernant la politique de confidentialité).

2. S'agit il d'une affaire personnelle ?

Réponse :

Les dysfonctionnements institutionnels qui font l'objet de missions de contrôle du parlement sont susceptible d'être découverts et signalés par des fonctionnaires, qui s'y trouvent confrontés, et qui sont généralement dans des situations personnelles. Ça n'enlève rien au caractère institutionnel du dysfonctionnement.

Mon point de vue dans cette affaire est qu'elle met en cause la responsabilité pénale d'un certain nombre d'acteurs institutionnels et fonctionnaires, avec un caractère systémique (non gestion jusqu'au sommet de la hiérarchie depuis plusieurs années), qui ont manifestement, et de manière documentée, décidé, dans l'exercice de leurs fonctions, de faire autre chose que leur mission, ou bien de refuser de remplir leurs missions de manière sélective, et a priori arbitraire, ou en tout cas inexplicé.

Le caractère étendu à systémique, au regard du nombre de personnes impliquées, impose des mesures de controle rapides et proportionnées de la part du Parlement.

3. Une enquête parlementaire ne peut pas empiéter sur les prérogatives d'une instruction judiciaire.

Réponse :

Malgré mes efforts répétés, depuis maintenant plusieurs années, et qui sont récapitulés sur cette page :

<https://malgouyres.org/my-problems-aspects-juridique-connexes>

il n'y a pas, à ce jour, à ma connaissance, d'information judiciaire ouverte qui soit officiellement déclarée sur ces faits.

Le Parlement doit selon moi envisager de formuler des recommandations pour la Justice dans ce dossier.

J'en appelle particulièrement à M. le Président du groupe majoritaire à l'assemblée nationale qui, du fait de son expérience récente de Ministre de l'Intérieur, est au fait des procédures, et vraisemblablement familier du dossier.

4. Le président de la République ne peut pas donner d'instructions à la justice.

Réponse :

Le Président de la République est soumis à l'article 40 du code de procédure pénale qui le tenait, selon moi, à une obligation d'agir. Le Premier Ministre, ou le Président de la République, étaient susceptible d'intervenir auprès de ma hiérarchie pour rappeler à l'obligation de répondre.

5. Vous n'avez pas les compétences pour formuler une telle dénonciation générale sur nos autorités académiques.

Réponse :

a. Merci de consulter mon Curriculum Vitae :

https://malgouyres.org/data/cv_malgouyres_web.pdf

b. On ne peut pas s'appuyer sur le point de vue de personnes qui sont manifestement dans une démarche illégale pour rejeter en bloc mon propos.

c. La constitutions prévoit des dispositions spécifiques pour que les scientifiques puissent exercer une liberté d'expression pour exercer des critiques en vertu de cette qualité. Des exceptions au devoir de réserve ordinaire des fonctionnaire prévoient de pouvoir, en particulier, critiquer les fonctionnement de nos institutions universitaires, académiques et scientifiques, dont la bonne marche est difficile à apprécier pour le béotien.

6. La question se limite-t'elle à des investigations sur des inconduites, manquements, ou comportements illégaux des acteurs

Réponse :

Les parties du manu "Universités et Numérique" exposent des dysfonctionnement et des manquements graves dans une ou plusieurs branches des services publics, dans lesquelles certaines missions essentielles à notre souveraineté économique et numériques ne sont pas remplies.

Il me parait urgent que le parlement s'informe et formule des recommandations de politique générale en la matière.

a. La page suivante :

<https://malgouyres.org/my-problems-perles-illetrisme-numeriques>

détaille des failles béantes dans des systèmes d'informations sensibles

d'organismes soumis au régime de zone à régime restrictif, en raison du risque d'exploitations d'informations scientifiques et techniques à des fins d'intelligence économique ou d'exploitation par des organisations malveillante.

Ces failles dans les systèmes d'information, dont j'ai fait une démonstration que j'ai voulue inoffensive, se produisent au sein même des organismes qui sont en charge de développer les compétences pour protéger la société en matière de cybersécurité, et on ne peut que conclure à une incompétence qui les rend inapte à remplir ces fonctions. Ces observations sont complétées par une analyse de leurs pratiques et des recommandations normatives qu'ils formulent en matière de développement logiciel. Un bon expert du secteur privé vous confirmera qu'il s'agit de mauvaises pratiques, qui ne peuvent pas produire du logiciel fiable.

b. La page suivante :

<https://malgouyres.org/my-problems-inertie-academique>

explique et illustre en quoi certaines missions essentielles pour notre souveraineté économique et numérique ne sont pas repliés par nos institutions académiques et scientifiques. L'argumentation factuelle porte sur une disproportion de moyens, notamment de moyens humains, déployés au regard de la tâche, et sur une communication elliptique sur des sujets cruciaux, de l'ordre de l'inconscience.

Des éléments de réflexion sur les gouvernances visent à expliquer que le problème de ne corrige pas.

c. La page suivante:

<https://malgouyres.org/my-problems-inertie-sociale-et-epistemologie>

explique les fondamentaux et impératifs pour répondre aux objectifs de :

- Développer du logiciel vraiment fiable en leur confèrent un caractère véritablement scientifique
- Améliorer la productivité des scientifiques par un alignement des pratiques de gestion du code source sur le secteur privé
- Résoudre les problèmes généraux de reproductibilité en sciences expérimentales qui portent préjudice à la clarté et à la crédibilité de la parole scientifique dans la société
- Apporter de véritables réponses aux interrogations sur notre souveraineté

économique et numérique

Il soulève par ailleurs deux problèmes (a priori indépendants) sur les conclusions de la mission Villani sur l'IA :

- Absences de véritables réponses sur notre notre souveraineté économique et numérique du fait que les véritables défaillances ne sont simplement pas envisagées, ni analysées
- Disproportion entre les investissements et les dépenses récurrentes envisagées et les projets de recherches discutés ou proposés.

On peut ajouter :

- Caractère parcellaire des thématiques scientifiques mentionnées, au sein des sciences et technologies de l'information dans leur ensemble (discipline dont Cédric Villani n'est d'ailleurs pas issu en tant que scientifique)

Dans l'attente d'observer la contribution du parlement à la restauration de l'état de droit et du bon fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur, de la recherche, et de l'innovation, que ce soit sous le ministère associé ou dans les responsabilités des territoires en matière d'innovation,

dans l'attente aussi, du rétablissement de l'intégralité de mes droits de citoyen, à la vie privée, à la liberté d'entreprendre, et à la protection de l'état de part ses missions régaliennes, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Parlementaire, l'expression de ma considération respectueuse.

Rémy Malgouyres,

Professeur à l'Université Clermont Auvergne

----- Weitergeleitete Nachricht -----

Betreff:Fwd: Copie de Courrier à M. E. Macron

Datum:Wed, 9 Sep 2020 12:30:18 +0200

Von:Rémy Malgouyres <remy@malgouyres.org>

Madame, Monsieur le Membre du Conseil Économique, Social et Environnemental,

Vous trouverez ci-dessous, pour votre information, une demande adressée à tous les Députés et Sénateurs pour constitution d'une commission d'enquête.

Les questions touchent notamment à la jeunesse, à la bonne information

scientifique et techniques des décideurs politiques et citoyens, au droit dans le monde du travail, à la bonne gestion des services publics, à l'égalité des citoyens face à la justice, et à l'efficacité de la dépense publique.

Bien Cordialement,

Rémy Malgouyres

----- Weitergeleitete Nachricht -----

Betreff:Fwd: Fwd: Copie de Courrier à M. E. Macron

Datum:Sun, 6 Sep 2020 21:23:08 +0200

Von:Rémy Malgouyres <remy@malgouyres.org>

Monsieur le Député,

Je souhaite vous interpeller sur un certain nombre de dysfonctionnements extrêmement graves de la branche exécutive, qui a elle même été interpellée par voie hiérarchique depuis plus de deux ans, pour pour lesquels je reste à ce jour sans réponse, et face au silence manifestement organisé au sommet de l'État.

Les faits incluent un faux et usage de faux en réponse à un courrier adressé à Madame Frédérique Vidal, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, au sujet duquel ma subséquente réponse, incluant pièces jointes et justificatifs, par courrier recommandé, à M. Emmanuel Macron, Chef de l'Exécutif, à M. le Premier Ministre, ainsi qu'à la Ministre concernée restent à ce jour sans réponse et sans réaction officielle. Notons que M. Mounir Mahjoubi, alors Secrétaire d'État à l'Économie Numérique, a aussi été alerté par courrier recommandé, et n'a pas non plus répondu.

Je pense que, notamment en raison de l'irresponsabilité du Chef de l'État, seule une Commission d'Enquête Parlementaire pourra faire toute la lumière sur ces faits, qui mettent gravement en cause l'intégrité et la crédibilité des nos institutions républicaines, d'une manière qui ne peut pas durer éternellement, particulièrement dans les circonstances sociales actuelles.

J'ai rédigé récemment un résumé multimédia sur mon site personnel sécurisé, que vous pouvez consulter sur :

<https://malgouyres.org/my-problems-general-summary-fr>

En vous remerciant par avance de toute l'attention que vous pourrez porter à cette affaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'expression de ma Considération Respectueuse.

Rémy Malgouyres

Professeur à l'Université Clermont Auvergne

----- Weitergeleitete Nachricht -----

Betreff:Fwd: Copie de Courrier à M. E. Macron

Datum:Fri, 13 Jul 2018 14:22:26 +0200

Von:Rémy Malgouyres <remy.malgouyres@uca.fr>

An:m.amiel@senat.fr, julien.aubert@assemblee-nationale.fr, jerome@bignon.info, philippe.bolo@assemblee-nationale.fr, christophe.bouillon@assemblee-nationale.fr, emilie.cariou@assemblee-nationale.fr, a.delmont-koropoulis@senat.fr, jean-francois.eliaou@assemblee-nationale.fr, valeria.faure-muntian@assemblee-nationale.fr, jean-luc.fugit@assemblee-nationale.fr, v.quillotin@senat.fr, claudd.deganay@assemblee-nationale.fr, thomas.gassilloud@assemblee-nationale.fr, anne.genetet@assemblee-nationale.fr, pierre.henriet@assemblee-nationale.fr, antoine.herth@assemblee-nationale.fr, jm.ianssens@senat.fr, b.jomier@senat.fr, f.keller@senat.fr, f.lassarade@senat.fr, r.le-qlaut@senat.fr, jean-paul.lecoq@assemblee-nationale.fr, r.mazuir@senat.fr, p.ouzoulias@senat.fr, s.piednoir@senat.fr, loic.prudhomme@assemblee-nationale.fr, b.sido@senat.fr, g.longuet@senat.fr, cedric.villani@assemblee-nationale.fr, didier.baichere@assemblee-nationale.fr, r.courteau@senat.fr, patrick.hetzel@assemblee-nationale.fr, p.medevielle@senat.fr, c.procaccia@senat.fr, huguette.tiegna@assemblee-nationale.fr

Monsieur le Sénateur,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Vous trouverez jointes de nouvelles questions relatives au courrier à Monsieur le Président de la République, et que je vous ai transmis dans les message ci-dessous le 12/06/2018.

Restant à votre disposition pour fournir tout éclaircissement complémentaire, je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, l'expression de ma Considération Respectueuse.

Rémy Malgouyres,

Professeur à l'Université Clermont Auvergne

Monsieur le Sénateur,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Sauf erreur de ma part, je n'ai pas reçu de réponse à mon courrier, ni de la part de ma hiérarchie et de l'exécutif, ni de la part des membres du Parlement. Je me permets de vous relancer au cas où mes questions soient tombées dans l'oubli.

Restant à votre disposition pour fournir tout éclaircissement complémentaire, je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, l'expression de ma Considération Respectueuse.

Rémy Malgouyres,

Professeur à l'Université Clermont Auvergne

----- Forwarded Message -----

Subject:Copie de Courrier à M. E. Macron

Date:Thu, 15 Feb 2018 12:43:35 +0100

From:Rémy Malgouyres <remy.malgouyres@uca.fr>

To:g.longuet@senat.fr, cedric.villani@assemblee-nationale.fr,
didier.baichere@assemblee-nationale.fr, r.courteau@senat.fr,
patrick.hetzel@assemblee-nationale.fr, p.medevielle@senat.fr,
c.procaccia@senat.fr, huguette.tiegna@assemblee-nationale.fr

À M. Gérard Longuet, Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques,
À Mesdames les Vice-Présidentes et Messieurs les Vice-Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques,

Monsieur le Sénateur,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Vous trouverez joint copie d'un courrier adressé à Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République, qui concerne les choix Scientifiques et Technologiques dans le domaine du Numérique, et la Politique menée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et par le Centre National de la Recherche Scientifique.

Restant à votre disposition pour vous fournir toute information complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Sénateur, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, l'expression de ma Considération Respectueuse.

Rémy Malgouyres,
Professeur à l'Université Clermont Auvergne

PS. Certains Sénateurs indiquent une adresse de contact sur des serveurs privés. Les pièces jointes contenant à mon sens des éléments éventuellement sensibles, je me suis permis de substituer une adresse de la forme initialDuPrenom.non@senat.fr.

Merci de votre compréhension

--

Rémy Malgouyres,
Laboratoire LIMOS - UMR 6158 CNRS,
Institut Supérieur d'Informatique, de Modélisation et de leurs Applications (ISIMA),
Campus des Cézeaux,
1 rue de la Chebarde,
63170 Aubiere, France.
remy@malgouyres.org
<http://www.malgouyres.org>

--

Remy Malgouyres, PR27
Laboratoire LIMOS - UMR 6158 CNRS,
Institut Supérieur d'Informatique, de Modélisation et de leurs Applications (ISIMA),
Campus des Cézeaux,
1 rue de la Chebarde,
63170 Aubiere, France.
remy.malgouyres@uca.fr
phone : +33 (0)4 73 17 71 07 -- fax : +33 (0)4 73 17 71 25
<http://www.malgouyres.org>
